

Pouvoir d'emprunt

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre, je vous prie. Y a-t-il des questions ou des commentaires?

M. McKinnon: Monsieur le Président, notre pays a reçu de mauvaises nouvelles encore aujourd'hui. Selon l'Agence de presse de New York, Associated Press, la reprise économique est amorcée dans les sept principaux pays industrialisés de l'Ouest, mais on s'attend à ce que le taux de croissance au Canada soit le plus faible de tous. Selon le Conference Board des États-Unis, le taux de croissance au Japon cette année sera de 8 p. 100 et de 5 p. 100 aux États-Unis. Quant à celui du Canada, il n'atteindrait que 1 p. 100. Le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) pourrait-il nous dire quelques mots à ce sujet?

M. Wilson: Si je ne parle pas assez fort, j'aimerais que vous me le disiez, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Corbin): Le député doit s'adresser au Président.

M. Wilson: Excusez-moi monsieur le Président. Le député est particulièrement astucieux et avisé et le point qu'il soulève est très important.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Indépendamment du problème que pose à court terme la récession mondiale, notre pays fait face selon moi à un problème plus grave et nous essayons depuis plusieurs mois de le faire comprendre au gouvernement.

Voyons, si vous le voulez bien, certains des problèmes plus généraux auxquels nous faisons face actuellement. Il y en a quatre en particulier dont je voudrais parler. Tout d'abord, depuis deux ou trois ans, nous sommes les témoins d'un affrontement entre l'Est et l'Ouest du pays. Cet affrontement pose des problèmes pour l'ensemble du pays.

Deuxièmement, au cours de la même période, le gouvernement a suscité des tensions entre notre pays et nos principaux partenaires commerciaux. A court terme, cela nuit à notre économie, car cela crée des difficultés dans nos relations commerciales avec les États-Unis et nous empêche de régler certains des principaux problèmes qui nous opposent à notre voisin.

Troisièmement, se pose toute la question de la miniaturisation et de la révolution informatique. Nous n'avons pas analysé le problème sur le plan national comme nous aurions dû le faire et le gouvernement n'a fait aucun effort en ce sens.

Quatrièmement, il y a le problème du rôle du gouvernement proprement dit. Nos vis-à-vis, depuis trois ans, ont pris sur eux de vouloir régler tous les problèmes et ont beaucoup trop concentré les prises de décisions entre les mains de l'administration fédérale à Ottawa, au lieu de faire confiance à autrui, qu'il s'agisse des chefs d'entreprise ou d'autres.

C'est la combinaison de ces quatre principaux facteurs qui font que notre pays souffre plus que les autres de la conjoncture économique internationale et qui font que la relance de notre économie s'amorce beaucoup plus lentement qu'à l'étranger.

M. Cosgrove: Monsieur le Président, à la fin de son discours, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a fait allusion à un programme de réduction du déficit en trois volets. Quand il a parlé du dernier volet, j'avais l'impression qu'il n'avait plus assez de temps et qu'il aurait peut-être voulu ajouter quelque chose. Je voudrais savoir à quoi il pensait au juste, si c'était le cas. S'il désire donner des détails supplémentaires sur les moyens de réduire le déficit structurel, je voudrais qu'il le fasse.

M. Wilson: Monsieur le Président, je le ferais bien volontiers, mais j'attends que le gouvernement ait présenté un budget à la Chambre. Le gouvernement du Canada se doit de faire précisément ce que je viens de dire. Il doit voir quels sont les problèmes structurels et proposer des programmes visant à les résoudre.

Puisque le ministre a demandé si j'avais autre chose à dire, je ferai encore une remarque. J'ai envoyé une lettre au ministre des Finances (M. Lalonde) le 13 septembre et une autre le 5 novembre. J'ai parlé de certains aspects des problèmes au sujet des emprunts du gouvernement, des emprunts de sociétés de la Couronne; des garanties à des sociétés comme Canadair, du programme d'expansion des entreprises de Maislin, de Massey-Ferguson, de Consolidated Computer, et ainsi de suite. J'ai dit que dans le prochain bill d'emprunt, on devrait prévoir un système général de surveillance, une limite sur ce genre d'emprunt et de garantie, parce que cela influence le crédit des contribuables et du gouvernement du Canada. Par ailleurs, j'ai dit qu'il fallait absolument que le gouvernement promette de préparer un rapport annuel sur les besoins financiers pour toutes ses activités. Ces rapports devraient être déposés à la Chambre des communes pour nous permettre de comprendre ce qui se passe dans ces autres secteurs indirects. Pour le moment, nous l'ignorons.

C'est pourquoi j'ai envoyé cette lettre au ministre des Finances. Il n'y a pas répondu dans ce débat. J'espère que le ministre d'État le fera.

[Français]

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.